

PROBLEMES ET POLITIQUES DU DEVELOPPEMENT RURAL EN TERRITOIRE DE NYUNZU

C.T. Amuri Kamakumbi Yauli

**Doctorant en sciences de développement UNIM-NGAOUNDERE*

***Corresponding Author:**

Résumé

La recherche sur le problème et la politique du développement rural en territoire de Nyunzu vise à comprendre les défis auxquels est confronté ce territoire rural de la République démocratique du Congo en matière de développement économique, social et environnemental. Nyunzu est un territoire reculé et isolé, caractérisé par des conditions de vie précaires pour sa population agricole majoritairement pauvre. Aussi, le transfert de la population agricole active dans le secteur minier et le conflit intercommunautaire entre les Twa et les Bantous surtout dans le Secteur Nord Lukuga qui continue, renforcent davantage les mauvaises conditions de vie de la population.

Les principales problématiques identifiées dans la recherche concernent l'accès limité aux services de base tels que l'éducation, la santé et l'eau potable, ainsi que la faible infrastructure de transport et de communication qui entrave le développement économique du territoire.

De plus, la pression croissante sur les ressources naturelles telles que les terres agricoles et les forêts due à une population en croissance rapide contribue à la dégradation de l'environnement.

Pour répondre à ces défis, la recherche met en lumière les différentes politiques et programmes de développement rural mis en place par le gouvernement congolais et les organisations internationales dans le territoire de Nyunzu. Ces initiatives visent généralement à améliorer l'accès aux services de base, à promouvoir l'agriculture durable, à renforcer les capacités des communautés locales et à protéger les ressources naturelles.

Cependant, malgré ces efforts, des obstacles persistent dans la mise en œuvre de ces politiques, tels que la corruption, le manque de coordination entre les différents acteurs du développement, et le manque de participation des communautés locales dans la prise de décision. Par conséquent, le développement rural à Nyunzu reste un défi complexe qui nécessite une approche holistique et participative pour assurer la durabilité et l'inclusivité des initiatives de développement.

En conclusion, la recherche met en évidence l'importance de prendre en compte les spécificités locales et les besoins des communautés rurales dans la planification et la mise en œuvre des politiques de développement rural à Nyunzu. Il est essentiel d'adopter une approche intégrée et participative qui favorise l'autonomie et la résilience des communautés locales dans la gestion de leurs ressources et de leur développement.

Mots clés : *Problème, Politique, développement rural, territoire de Nyunzu*

Abstract

The research on the problem and policy of rural development in Nyunzu territory aims to understand the challenges faced by this rural territory of the Democratic Republic of the Congo in terms of economic, social and environmental development. Nyunzu is a backward and isolated territory, characterized by precarious living conditions for its predominantly poor agricultural population. Also, the transfer of the active agricultural population into the mining sector and the ongoing inter-community conflict between Twa and Bantous especially in North Lukuga Sector further reinforce the poor living conditions of the population.

The main problematic issues identified in the research concern limited access to basic services such as education, health and drinking water, as well as weak transport and communication infrastructure which hinders the economic development of the territory.

Moreover, the increasing pressure on natural resources such as agricultural lands and forests due to a rapidly growing population contributes to environmental degradation.

To address these challenges, the research sheds light on the different rural development policies and programs put in place by the Congolese government and international organizations in Nyunzu territory. These initiatives generally aim at improving access to basic services, promoting sustainable agriculture, strengthening the capacities of local communities and protecting natural resources.

However, despite these efforts, obstacles persist in the implementation of these policies, such as corruption, lack of coordination among different development actors, and lack of participation of local communities in decision-making. Consequently, rural development in Nyunzu remains a complex challenge that requires a holistic and participatory approach to ensure sustainability and inclusiveness of development initiatives.

In conclusion, the research highlights the importance of taking into account the local specificities and needs of rural communities in the planning and implementation of rural development policies in Nyunzu. It is essential to adopt an integrated and participatory approach that fosters the autonomy and resilience of local communities in their resource management and development.

Keywords: *Politics, rural development, Nyunzu territory*

INTRODUCTION GENERALE

Le développement rural est un enjeu crucial dans de nombreuses régions du monde, et le territoire de Nyunzu en République Démocratique du Congo ne fait pas exception. Ce territoire situé dans la province du Tanganyika, caractérisé par sa topographie de Plaines, ses sols fertiles et sa diversité culturelle, est confronté à une série de défis en matière de développement rural. Ces défis incluent le manque d'infrastructures de base, la faible diversification des activités économiques, l'insécurité alimentaire et le besoin d'améliorer les conditions de vie des populations locales.

Les autorités locales et les acteurs du développement ont tenté de répondre à ces défis en mettant en place des politiques visant à stimuler le développement rural dans le territoire de Nyunzu. Ces politiques comprennent des programmes de construction d'infrastructures, des projets de soutien à l'agriculture et à l'élevage, des initiatives visant à renforcer la sécurité alimentaire et à améliorer l'accès aux services de santé et d'éducation. Cependant, malgré ces efforts, le développement rural demeure un défi persistant dans la région, et il est crucial d'évaluer l'efficacité de ces politiques et leur impact sur les communautés locales.

Ainsi, il est essentiel de mener une étude approfondie sur les problèmes et les politiques du développement rural dans le territoire de Nyunzu afin de mieux comprendre les enjeux auxquels sont confrontées les populations locales, d'identifier les lacunes dans les politiques existantes et de proposer des solutions innovantes et durables pour favoriser le développement de la région. Cette étude permettra non seulement de mieux cerner les obstacles au développement rural à Nyunzu, mais également de contribuer à l'élaboration de politiques plus efficaces et adaptées aux besoins des communautés locales.

I. CADRE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

I.1. Cadre théorique

Une définition pratique du développement rural n'est pas très aisée. La difficulté provient de ce que la notion de développement est une notion complexe et que le qualificatif de rural est un élément de complication supplémentaire.

De ce qui précède, nous pouvons dire que le développement rural est la résultante d'une série de modifications quantitative et qualitative intervenant au niveau d'une population rurale donnée et dont les effets convergents se traduisent dans le temps par une élévation du niveau de vie et par des changements bénéfiques dans le genre de vie.

Le développement rural est plus qu'un simple développement agricole car il englobe un espace, l'espace rural, où l'agriculture est au centre du système socio-économique mais au sein duquel existent des activités différentes, avec des fonctions et des objectifs diversifiés, qui sont tous à intégrer et coordonner dans une optique de développement cohérent, durable et solidaire.

Les activités rurales constituent dans la plupart des pays africains la principale source de devises nécessaires à l'acquisition de biens d'équipement. Elles sont aussi la principale, sinon la seule source de matières premières pour les industries existantes ou en projet.

1.1.1. Développement rural intégré (Weitex, 1964)

La notion de « développement rural intégré » reflète très précisément les nouvelles exigences auxquelles se voit confronté le développement rural. Elle est aussi l'expression d'une nouvelle conception de l'aménagement. Sous l'effet de l'évolution des conceptions et des pratiques de l'aménagement et sous la pression des transformations rurales, elle trouve en effet son impulsion, depuis les années 1990, dans le modèle relativement consensuel du développement durable. La référence obligée, depuis cette époque, à la notion de durabilité dans les programmes d'aménagement a aujourd'hui trois types de conséquences :

- En articulant le développement intégré au triptyque d'objectifs écologiques, économiques et sociaux, elle oblige d'abord à adopter une perspective intersectorielle de bout en bout de la chaîne de décision, de la conception à la réalisation. La recherche de solutions ajustées aux problèmes spécifiques d'une région et à ses ressources naturelles et socio-économiques conduit à explorer les synergies possibles entre les différents secteurs de l'économie régionale, du marché du travail en milieu rural, de l'agriculture ou de la protection de la nature ;
- Elle conduit ensuite à mettre l'accent sur la gestion et la préservation des paysages ruraux régionaux, appréhendés dans leurs singularités, conformément aux canons de la diversité régionale européenne. L'héritage à la fois naturel et culturel de ces paysages ruraux est d'autant plus valorisé qu'il est conçu comme un vecteur de développement régional, favorisant notamment le tourisme rural ;
- Elle valorise enfin les démarches participatives aux échelles régionale et communale, tout au long des processus de prise de décision, de conception et d'intervention. Cet accent mis sur la participation conduit à impliquer les habitants bien davantage qu'auparavant. Les acteurs ruraux qui s'investissent dans le développement régional ou local, qu'ils soient issus d'institutions privées ou publiques, d'entreprises ou de la vie associative, sont alors considérés comme les principaux porteurs du développement rural. Leur implication dans les projets de développement est accompagnée par des outils de conseil, d'animation, d'apprentissage et de formation complémentaire. On peut parler à ce propos d'un véritable renforcement des aptitudes régionales ou *regional capacity building* (Grabski-Kieron, 2007a).

1.1.2. Développement intégral

Le développement intégral c'est promouvoir tout homme et tout l'homme, prendre en compte la croissance matérielle mais aussi spirituelle de la personne humaine. Dans la conception de l'Eglise, l'homme est au centre même des choses et tout est ordonné par rapport à lui.

1.1.3. Milieu rural

Le milieu rural englobe l'ensemble de la population, du territoire et des autres ressources des campagnes, c'est-à-dire des zones situées en dehors des grands centres urbanisés (Source : OCDE et Conseil de l'Europe).

Le milieu rural constitue le lieu de production d'une grande partie des denrées et des matières premières. Essentiellement agricole et sylvicole antérieurement, il est en voie de transformation et assure de plus en plus des fonctions de détente, de loisirs, de dépaysement et de vie alternative, notamment pour les habitants des grands centres urbains.

Sa spécificité se situe dans une diversité d'attitudes, de traditions socio-culturelles, de liens avec la nature et de caractéristiques économiques et environnementales dont l'origine est principalement basée sur l'agriculture et la sylviculture. Cette spécificité lui procure son attractivité et doit donc être préservée, tout en assurant une réponse adéquate et durable à nos besoins.

Le terme rural est synonyme de la campagne ou du milieu rural. Et la campagne désigne des espaces cultivés, habités. Elle s'oppose aux concepts ville (sur de base quantitative), d'agglomération ou de milieu urbain. La campagne est caractérisée par une faible densité par rapport aux pôles urbains environnant, par un paysage à dominante végétale (champs, forêts) par une activité agricole dominante. Ses habitants sont dits ruraux ou campagnards.

N.B. : Toute population habitant le milieu rural n'est pas forcément liée à l'agriculture ou mieux paysanne.

Dans les pays développés, une partie non négligeable de la population campagnarde travaille dans les secteurs tertiaires ou secondaires. C'est ce qui occasionne le phénomène de la rurbanisation cad, la mobilité spatiale de la population qui se permet d'habiter la campagne et de travailler en ville.

1.2. Histoire du Ministère de Développement rural en RDC

Le Ministère du Développement rural a été créé par l'ordonnance Présidentielle N°77/195 du 08 Juillet 1977.

A sa création, le Ministère s'est assigné comme mission d'amener les territoriaux et les ruraux à produire plus tout en améliorant leur niveau de vie et leurs conditions de vie. Ceci devrait permettre à la population rurale d'être stable et favoriser un retour des masses déracinées par l'exode rural vers les terres d'origine.

L'ordonnance créant le Ministère du Développement rural concède à celui-ci les attributions suivantes :

- Elaboration et suivi des projets de développement dans les campagnes, milieux ruraux et périurbains ;
- Organisation et encadrement des paysans dans des coopératives et associations en milieu rural ;
- Elaboration et conduite des Politiques et stratégies de développement rural ;
- Organisation et encadrement de la population rurale pour l'accroissement de la production ;
- Aménagement et équipement de l'espace rural ;
- Coordination et intégration des programmes de développement en milieu rural ;
- Promotion du bien-être social des populations rurales par la sensibilisation et l'animation rurale ;
- Promotion et soutien de la pêche en milieu rural ;

Aménagement, construction, réhabilitation, entretien des infrastructures socio-économiques de base en milieu rural et périurbain de :

- Voies de desserte agricole et cours d'eau ;
- Sources d'eau, adduction gravitaire et forage des puits ;
- Electrification rurale en collaboration avec le Ministère des Travaux publics, Infrastructures et reconstruction ainsi que de l'énergie.

Ces attributions sont transmises aux différents échelons qui sont :

- Le Ministère
- Le Secrétariat Général
- Les Directions Nationales
- Les Inspections (Divisions) Provinciales
- Les villes
- Les communes et territoires.

Signalons que le Ministère est confronté à beaucoup des problèmes dans son fonctionnement dont :

- Insuffisance de moyens de transport, finances et intrants ;
- Manque de subvention ;
- Insécurité dans certains endroits qui limite l'accès aux fonctionnaires de faire le terrain partout ;
- Démotivation des ressources humaines/fonctionnaires par suite du non-paiement pour la plupart d'agents.
- Le mode de recrutement des agents peu transparent.

1.3. Cadre empirique

Au regard de la complexité des problèmes qui freinent le développement du territoire de Nyunzu, nous nous sommes inspirés de l'approche systématique de David Easton. Le Territoire de Nyunzu est considéré ici comme un système. Cette méthode a été soutenue par les techniques documentaire grâce à laquelle nous avons consulté les ouvrages qui ont déjà traité des problèmes et politique de développement ; l'interview libre par laquelle nous avons contacté les autorités tant provinciales, territoriales et les leaders locaux dans le cadre de la collecte des données. Tous ces interviewés s'expliquaient librement sur les problèmes qui freinent le développement dudit territoire et proposaient des pistes des solutions aux problèmes y afférents. En fin, nous avons recouru au questionnaire d'enquête.

I.3.1. Des problèmes frein au développement du territoire de Nyunzu

I.3.1.1. De l'insécurité dans le territoire par suite de la présence des Groupes armés dans les carrés miniers

Le territoire de Nyunzu fut l'un des territoires agricoles de la Province du Tanganyika. Aujourd'hui, la situation est renversée du fait de l'intérêt qu'accordent les gens au secteur minier au détriment du secteur agricole (Rapport de l'étude de base, 2022). Mais avec la découverte de gisements miniers d'or, de cassitérite et de coltan d'une part, et de l'autre part, l'agriculture connaît actuellement une baisse sensible en termes de production. Cette situation ci-haut évoquée a favorisé l'émergence des plusieurs groupes armés dans différents sites miniers favorisant ainsi l'insécurité et une exploitation minière incontrôlée par les services miniers. Ce qui cause aussi le déplacement sans fin des populations à la recherche de leur refuge.

En outre, l'instrumentalisation des communautés Twa-Bantous par des politiciens, l'épisode des guerres de 1996, 1998 et l'échec du processus de démobilisation des ex-combattants ont conduit à une prolifération des groupes armés qui causent quotidiennement l'insécurité et l'instabilité très sévère dans le territoire. Les conflits inter-ethniques qui ont embrasé la province du Tanganyika ont eu comme épice le territoire de Nyunzu et se sont propagés dans d'autres territoires.

I.3.2. Des problèmes socio-économiques récurrents (Duglas, 2014)

Le monde rural fait face à des problèmes d'ordre socio-économique récurrents.

Le territoire rural se différencie de la ville par ses modes d'occupation du sol, ses faibles densités humaines, la nature et la qualité des services et aussi par la dominance de vastes espaces non construits occupés par les terres en culture et la forêt. C'est aussi un milieu de vie très diversifié où l'on peut distinguer au moins trois grandes catégories de localités en référence à la démographie et à l'économie. Ce sont les localités à croissance démographique plus ou moins forte à la périphérie des villes ; celles généralement de faible taille démographique et en décroissance, loin des villes ; et les localités à la démographie fluctuante dans la zone intermédiaire. Ces trois catégories représentent trois milieux de vie aux dynamiques et aux perspectives bien différentes et à l'intérieur desquels les formes d'aménagement, la nature des occupations, les composantes des paysages créent aussi une très forte diversité de conditions de vie.

Les revenus des ménages sont en général plus bas en milieu rural qu'en territoire urbain. Ainsi, les revenus ont tendance à être d'autant plus bas que la taille démographique est faible.

Les ruraux ont toujours compensé partiellement cette carence par une forte mobilité géographique en allant chercher ce qui fait défaut chez eux dans les villes et centres de services avoisinants. Mais en l'absence de transport en commun et avec l'importante augmentation du prix de l'énergie, ces déplacements entraînent une augmentation du coût de la vie et risquent de devenir un facteur supplémentaire de dépeuplement.

En outre, les voies de communications sont souvent en état défectueux rendant difficile la vente des produits agricoles ; les jeunes ont tendance à vider les campagnes vers les coins/secteurs plus prometteurs et l'absence des certaines juridictions.

Autres problèmes, accès au crédit très difficile faute d'hypothèques et garantie ; accès à la terre ; sous-rémunération des produits ; manque d'infrastructures ; risques climatiques ; exploitation incontrôlée des ressources naturelles et le dépeuplement des campagnes.

I.3.3. De la gouvernance des milieux ruraux

Le village autrefois constituait le centre d'impulsion pour le développement de son milieu à travers le système de gestion collectif. Mais actuellement, plusieurs villages sont caractérisés par la faible impulsion du développement par les chefs des villages qui s'occupent de la satisfaction de leurs intérêts que d'intérêts collectifs. D'où, la nécessité de redynamiser des comités de sages dans des villages et voire des comités de développement.

I.3.4. Des politiques de développement rural à mettre en place dans le territoire de Nyunzu

Prétendre trouver des solutions à tous ces problèmes, nous a obligé de proposer une démarche orientée vers la politique intégrée du développement rural. Cette politique prend en compte les ressources locales et exige la participation de tous (ruraux, citoyens et partenaires). La sécurité devra être garantie afin de permettre aux ruraux de travailler et vivre en paix.

Que signifie la politique de développement rural ?

✚ La politique de développement rural signifie :

- Réduire la dépendance alimentaire et affirmer leur droit à la souveraineté alimentaire ;
- Améliorer le fonctionnement des marchés régionaux et locaux des produits agricoles ;
- Développer l'économie rurale dans le respect des identités locales productives, économiques et sociales.

Ainsi, « une politique de développement rural englobe les actions et les initiatives destinées à améliorer la qualité de la vie et le bien-être général des habitants des zones rurales » (Ngalamulume, 2018).

Seule une vision partagée du développement rural, qui mette en évidence avec clarté et simplicité une politique capable de le réaliser, permettra de trouver les synergies pour une valorisation réelle des territoires ruraux, de leurs diversités, de leurs spécificités.

La Politique de développement rural fait référence au « développement » du « rural » ;

- Le territoire "rural" a des caractéristiques spécifiques et déterminées, et il faut adopter une politique qui ait comme objectif stratégique le développement de ce territoire ;
- Le développement d'un territoire signifie l'augmentation de la durabilité et de la viabilité économique, environnementale et sociale de cette zone ;

- Le territoire est la zone, la région, à l'intérieur de laquelle vivent différents sujets économiques, sociaux, et environnementaux qui exercent différentes activités, ont besoin de différents services, différentes infrastructures etc. ;
- Sur le territoire rural vit une communauté organisée qui a droit à une politique et à une gouvernance adéquate répondant aux besoins que cette communauté exprime.

Seule une politique de développement rural intégrée et cohérente est en mesure de répondre aux exigences de développement durable de la communauté rurale.

Dans le territoire rural, le rôle d'épine dorsale économique, sociale et environnementale est tenu par l'agriculture. Elle mérite donc une attention particulière, non exclusive, mais intégrée et intégrable avec les autres composantes de la production, sociales et environnementales du territoire rural dans la définition d'une politique de développement rural guidée par l'objectif stratégique de répondre aux exigences de développement de l'ensemble des zones rurales. Une agriculture capable d'être une composante essentielle et une source de richesse et non d'appauvrissement du territoire rural où elle agit ; une agriculture à même d'être plurifonctionnelle de façon à offrir au territoire rural des services et des biens dérivant des multiples fonctions économiques, environnementales et sociales, qu'elle peut et doit fournir pour être et rester compétitive.

II. METHODOLOGIE ET POLITIQUES DU DEVELOPPEMENT RURAL EN TERRITOIRE DE NYUNZU

II.1. Des politiques de développement rural à mettre en place dans le territoire de Nyunzu

II.1.1. De la restauration de l'autorité de l'Etat en territoire de Nyunzu

La nature de violences a été plus caractérisée par des représailles dans tous les deux sens. Les incursions, les enlèvements et quelques cas de blessés et tueries ont été observés de part et d'autre. Mais la perte en vies humaines en grand nombre a sensiblement touché les Twa que les Bantous.

Ce conflit intercommunautaire Twa- Bantous perdure encore et surtout dans les sites miniers où les miliciens sont utilisés. La persistance de ce conflit fait que l'autorité coutumière soit bafouée et la gestion des sites miniers contrôlée par les miliciens.

En vue d'une politique de développement rural en territoire de Nyunzu, l'autorité territoriale devra être renforcée en déployant un nombre élevé des éléments de la Police Nationale Congolaise ou des militaires dans les endroits insécures selon le besoin et pour un temps ; le Ministère de mines devrait encadrer lesdits acteurs/ creuseurs et exploitants miniers afin de permettre aux services attitrés de bien gérer les sites miniers en territoire et renforcer les réseaux téléphoniques dans des endroits à problème afin de permettre aux gens de lancer rapidement des alertes en cas des conflits.

II.1.2. De la relance du secteur agricole en territoire de Nyunzu

Le territoire de Nyunzu était parmi le territoire qui produisait beaucoup des produits vivriers (Maïs, riz, etc). Aujourd'hui, ce secteur a été oublié au profit du secteur minier.

Le ministère de l'Agriculture devrait favoriser l'expansion de l'activité agricole au sens simple que large. Cette activité agricole devrait appuyer également la transformation des produits agricoles au niveau local et favoriser aussi la conservation de ces produits. La politique de crédit agricole et campagne agricole devraient aussi être organisées afin d'inciter les opérateurs économiques de s'aligner dans ce secteur presque abandonné.

II.1.3. De la mise en place des projets/programmes intégrateurs Twa-Bantous

A ce niveau, les autorités territoriales et provinciales doivent inciter les acteurs humanitaires ou de développement à favoriser des projets/programmes intégrés. Ainsi par exemple, des projets de la réhabilitation des routes devrait profiter aux Twa et aux bantous ; des projets de construction ou de réhabilitation de logis et autres infrastructures, les activités sportives et récréatives etc. Tout ceci dans l'objectif d'amener les habitants (Twa et Bantous) de Nyunzu à vivre ensemble.

II.1.4. De la mise en place d'une gouvernance participative et redevable dans des milieux ruraux

Le constat général est que les mécanismes actuels de gouvernance n'ont pas permis l'éclosion du développement rural durable tant au pays en général et dans les milieux ruraux en particulier. Les chefs ruraux devraient favoriser a priori les intérêts de la communauté au détriment des intérêts personnels. Des Conseils de sage devraient être mis en place et ou redynamisés en y injectant le nouveau souffle, des gens non conflictuels.

Les modes de gouvernance participatifs, guidés par l'intérêt général et permettant une utilisation transparente, rationnelle, efficace et efficiente des ressources ; des modes dans lesquels les dirigeants jouissent d'une légitimité et rendent compte aux habitants.

Aussi, des comités de développement et de paix devraient être installés dans des grandes agglomérations. Ces comités seront composés de nombre pair des bantous et de Twa selon le cas. Les membres de ces comités seront chargés d'identifier les situations de risques et de conflits intercommunautaires ; de sensibiliser les habitants à la cohabitation pacifique ; identifier des priorités de développement locales et de mobiliser les habitants aux travaux communautaires de développement sous l'impulsion des chefs d'agglomération. Des réunions trimestrielles de suivi et d'évaluation seront organisées par les présidents desdits comités.

II.2. Méthodologie de la recherche

2.2.1. Collecte des données

L'étude s'est déroulée dans la province du Tanganyika dans le territoire Nyunzu. Nous avons répartis nos enquêtes en trois zones opératoires dont: Nord-Lukuga, Sud-Lukuga et Nyunzu centre. Deux principaux critères ont été appliqués pour démarrer l'entretien : *Etre habitant de la zone de nyunzu et la disponibilité pendant au moins 20 minutes*. L'enquête s'est

réalisée du 12 au 10 Mai 2024. Le choix des individus interrogés s’est fait d’une manière non aléatoire après un travail d’identification et de sélection des profils qui paraissent intéressants pour mener l’étude. Cette méthode d’échantillonnage non aléatoire est utile lorsqu’on recherche la compréhension d’un phénomène sur lequel peu d’informations sont disponibles. A défaut de toute forme de représentativité statistique, il a été retenu des critères afin de s’assurer que les individus respectent des caractéristiques similaires pour faire partie de l’échantillon. Le mode d’administration du questionnaire est le face à face. Ainsi, la taille de l’échantillon est de 384 personnes dont les Twa et Bantous.

2.2.2. Échantillonnage (P.Sem’mbimbi, 2017)

L’échantillonnage probabiliste (aléatoire) fait appel à la loi de probabilité qui voudrait que les caractéristiques majeures de la population mère aient les mêmes chances d’apparaître dans l’échantillon issu de cette population. La taille de l’échantillon se détermine avec la formule d’échantillon probabiliste.

Selon Giezendanner (2012), dans un échantillon probabiliste, la taille n de l’échantillon dépend de trois éléments :

- De t (seuille ou niveau de confiance),
- De la proposition p des éléments de la population mère (coefficient d’homogénéité),
- Et de la marge d’erreur e

La fiabilité d’un échantillon est représentée par le seuil de confiance et par la marge d’erreur (est non par la taille de l’échantillon).

• La technique d’échantillonnage probabiliste utilise la formule suivante pour déterminer la taille de l’échantillon représentatif indépendant non exhaustif (avec la loi de probabilité) : $n = \frac{t^2 * pq}{\epsilon^2}$

- n=taille de l’échantillon requise
- t=seuil de confiance
- p=degré d’homogénéité de la population ; donc q=1-p ;(p est souvent connu a partir des études antérieures). S’il n y a pas une quelconque étude antérieur sur la population ou un recensement, il est prudent de consister que la population est à moitié homogène donc : p=0,5 et q=0,5 e=marge d’erreur

dans notre etude avec un seuil de 95% et une marge d’erreur de 5% l’échantillon est:

- n=taille de l’échantillon requise
- t=seuil de confiance a 95% (valeur type t est de 1,96 selon la loi de probabilité)
- p=0,5 et q=0,5
- e=marge d’erreur a 5% soit 0,05
- $n = \frac{t^2 * pq}{\epsilon^2} = \frac{1,96^2 * 0,5(1-0,5)}{0,05^2} = 384$ individus a interroger

La taille de l’échantillon étant de 384 individus à interroger a un niveau de confiance de 95% avec une marge d’erreur de 5%. Notons que selon la même loi de probabilité au seuil de 99% la marge d’erreur 1% le t=2,58; au seuil de confiance de 90% marge d’erreur de 10%, le t=1,64.

Interprétation statistique

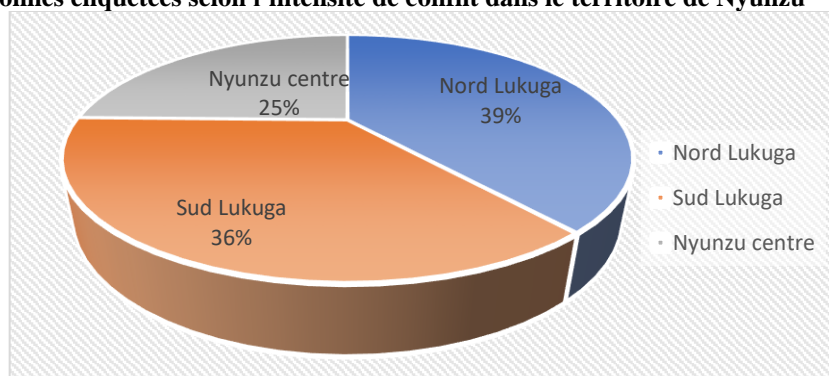
En faisant le choix d’un seuil de confiance de 95%, cela signifie que nous avons 5% de risque de se tromper (1 sur 20). En acceptant une marge d’erreur de 5% et en considérant que la proportion p dans la population, mère e est homogène à 50%, soit 0,05, la taille de l’échantillon est alors de 384 pour une population mère infinie.

Donc en terme de fiabilité, cela signifie qu’avec cet échantillon de 384 nous avons 95% de chance (Nous avons 5% de risque de se tromper) qu’un résultat qui vaut 50% est sur a + ou a -5%, c’est à dire qu’il est compris entre 45% et 55%. En d’autres termes seuls 5% de l’échantillon sera en dehors de cet intervalle y de 45% et 55%.

2.2.2. Outils d’analyse des données

Nous avons saisi et traité les données collectées à l’aide des logiciels Excel 2013 et Tropes8 Toutes les productions statistiques ont été calculées avec le logiciel Tropes8.

Répartition de Personnes enquêtées selon l’intensité de conflit dans le territoire de Nyunzu

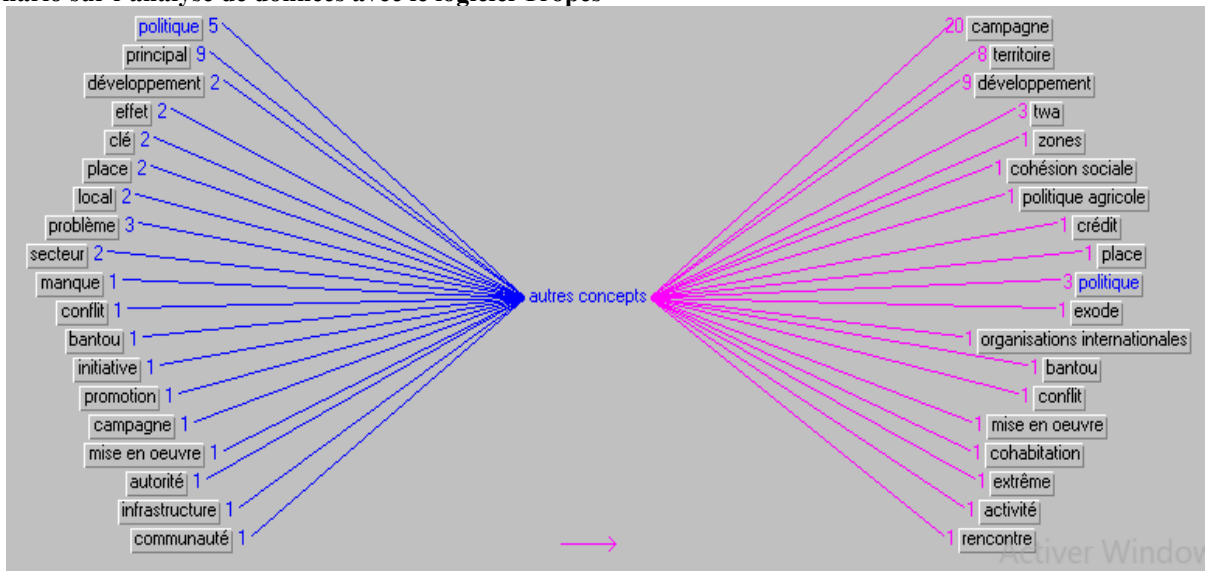


Ce graphique ressort la répartition de personnes enquêtée selon la représentation de zone à conflit sur le développement dans le territoire de Nyunzu dont : la zone Nord-Lukuga représente 39% de l'ensemble des personnes enquêtées soit 150 enquêtées, la zone Sud-Lukuga représente 36% soit 140 enquêtées et la zone Nyunzu centre 25% soit 94 enquêtées.

III.RESULTATS ET DISCUSSIONS

Le Conflit intercommunautaire entre les Twa et les Bantous seraient la **base** de non **développement** du territoire de Nyunzu. Quelle est la principale politique de **développement** à mettre en place pour favoriser le **développement** rural en territoire de Nyunzu? La **Promotion** des activités favorisant la cohésion sociale entre les Twa et les Bantous dans la zone de Nyunzu; Quelle est la principale **cause** de la pauvreté extrême en territoire de Nyunzu ? Le manque infrastructures de **base** et le conflit intercommunautaire ; Quelle est l'**impact** de la politique Agricole sur le **développement** rural à Nyunzu ? Augmentation de la production agricole; Quelles sont les principales stratégies mises en place pour **promouvoir** le **développement** rural à Nyunzu? une insertion de **Programme** de micro-crédit pour les agriculteurs ;Quel est le **rôle** des organisations internationales dans le **développement** rural à Nyunzu? L'appui sur les activités de réconciliation communautaire et de cohésion sociale ; Quelle sont les principaux **obstacles** à la **mise en œuvre** des politiques de **développement** rural à Nyunzu ? Le conflit intercommunautaire. Comment les **autorités** locales peuvent-elles encourager le **développement** rural à Nyunzu? **Promouvoir** les initiatives de **cohabitation** pacifique entre les Twa et les Bantous. Quel est l'**impact** de l'exode rural sur le **développement** de Nyunzu? La diminution de la main-d'œuvre agricole. Quels sont les secteurs clés à **développer** pour assurer le **développement** rural à Nyunzu? L'agriculture. Comment la population locale peut-elle être impliquée dans les politiques de **développement** rural à Nyunzu?

Scénario sur l'analyse de données avec le logiciel Tropes



Source : graphique généré par le logiciel Tropes

Ce graphe en étoile de relations entre les références de scénarios, nous pouvons identifier les actants (ceux qui agissent) et les actés (ceux sur qui l'action est exercée) ainsi que les relations entre eux. Du côté actant, nous avons les termes suivants et leurs fréquences respectives :

- Campagne avec une fréquence de 20, Territoire avec une fréquence de 8, Développement avec une fréquence de 9, Twa avec une fréquence de 3, Cohésion sociale avec une fréquence de 1, Politique agricole avec une fréquence de 1, Crédit avec une fréquence de 1, Politique avec une fréquence de 3, Exode avec une fréquence de 1, Organisation internationale avec une fréquence de 1, Bantou avec une fréquence de 1, Conflit avec une fréquence de 1.

Du côté des actés, nous avons les termes suivants et leurs fréquences respectives :

- Effet avec une fréquence de 2, Conflit avec une fréquence de 1, Bantou avec une fréquence de 1, Initiative avec une fréquence de 1, Promotion avec une fréquence de 1, Campagne avec une fréquence de 1, Infrastructures avec une fréquence de 1, Autorité avec une fréquence de 1, Communauté avec une fréquence de 1

En examinant les relations entre ces termes, on déduit que la **campagne** semble être un actant central, étant fréquemment reliée à de nombreux autres actants tels que le territoire, le développement, la politique, etc. Le **développement rural** semble également au centre des préoccupations, avec des liens vers des thèmes tels que la politique agricole, le crédit, l'organisation internationale, et même le conflit et l'exode.

Il semble y avoir des interactions complexes entre les divers actants et actés, ce qui suggère une diversité de dynamiques et de préoccupations liées au développement rural dans le territoire de Nyunzu. La cohésion sociale et l'autorité semblent également jouer un rôle important, tout comme la promotion des initiatives et l'implication communautaire.

En résumé, le graphe en étoile de relations entre les références de scénario fourni par le logiciel Tropes pour votre recherche offre un aperçu de la complexité des problèmes et des politiques de développement rural dans la région de Nyunzu, mettant en évidence les acteurs et les relations clés impliqués dans ce contexte spécifique.

Conclusion

Le territoire de Nyunzu est confronté à de nombreux problèmes et défis en matière de développement rural, notamment le conflit intercommunautaire entre les Twa et les Bantous. Ce conflit est considéré comme la principale cause du non-développement de la zone, entravant la mise en place de politiques efficaces pour favoriser le développement rural. Afin de remédier à cette situation, il est nécessaire de promouvoir des activités favorisant la cohésion sociale entre les deux communautés, facilitant ainsi une collaboration harmonieuse pour le développement du territoire. Par ailleurs, le manque d'infrastructures de base et le conflit intercommunautaire sont également des facteurs contribuant à la pauvreté extrême dans le territoire. Il est donc impératif de mettre en place une politique agricole efficace, visant à augmenter la production agricole et à fournir aux agriculteurs les outils nécessaires pour prospérer. L'insertion de programmes de micro-crédit pour les agriculteurs pourrait également être une stratégie prometteuse pour favoriser le développement rural. Les organisations internationales jouent un rôle crucial dans le développement rural de Nyunzu, en apportant un soutien aux activités de réconciliation communautaire et de cohésion sociale. Cependant, les principaux obstacles à la mise en œuvre de politiques de développement rural sont le conflit intercommunautaire, mettant en lumière la nécessité d'une action concertée pour surmonter ces défis. Les autorités locales ont un rôle essentiel à jouer dans la promotion du développement rural à Nyunzu, en encourageant les initiatives de cohabitation pacifique entre les différentes communautés. L'exode rural et le transfert de la main d'œuvre agricole vers le secteur minier sont également des défis à prendre en compte, car ils entraînent une diminution de la main-d'œuvre agricole, mettant en péril la sécurité alimentaire et le développement économique du territoire. Pour assurer le développement rural à Nyunzu, il est essentiel de cibler les secteurs clés tels que l'agriculture, en investissant dans des infrastructures adéquates et en promouvant des pratiques agricoles durables. En fin de compte, seule une approche holistique et collaborative, impliquant les différentes parties prenantes, pourra garantir un développement rural durable et inclusif dans le territoire de Nyunzu.

BIBLIOGRAPHIE

1. Clermont Dugas ; *Les failles du développement rural*, in Revue Relations, pp8 ; 2014, Québec, Canada.
2. Commission économique pour l'Afrique ; Conférence régionale sur une politique harmonisée de développement rural en Afrique , Tanzanie, rééditée en 2018.
3. Georges Balenandier ; *Sociologie des Brazzavilles noires*, Editions Presses de sciences politiques, 1985, France, Paris
4. Le Ministère du Développement rural ; Ordonnance Présidentielle N°77/195 du 08 Juillet 1977, République du Zaïre, Kinshasa.
5. Gregoire Ngalamulume Tshiebue ; *Le développement rural en RD Congo, quelles réalités possibles ?* Editions Academia-l'Harmattan, Louvain-la-Neuve, 2018
6. Pascal Sem'mbi et Cornet Annie, *Methodes de recherche en sciences économiques et de gestion*, Ed. Press université de Lubumbashi, 2017
7. Weitex Raanan ; *Sur le principe du développement rural intégré*, in Economie rurale, n° 61, 1964.
8. Webographie
9. Rapport sur l'étude de base consulte le 21 Février 2024 dans <https://mptf.undp.org/sites/default/files/documents/2022-11/drc>